

Service Risques  
44, rue de Tournai  
CS 40259  
59 019 LILLE cedex

Lille , le 24 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IWT (Industrial Water Treatment)**

1, rue Buster Keaton  
69800 Saint-Priest

Références : IC-R/024/24-SD/SL  
Code AIOT : 0005106026

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement IWT (Industrial Water Treatment) implanté Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IWT (Industrial Water Treatment)
- Plateforme chimique de VILLERS ST PAUL rue Frédéric Kuhlmann 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005106026
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société IWT (ex. Suez Eau Industrielle) gère sur la plate-forme chimique de Villers-Saint-Paul les installations suivantes :

- les installations de traitement des eaux résiduelles des sociétés présentes sur la plate-forme ainsi que de la société PLC et des effluents tiers ;
- les réseaux d'eaux pluviales ;
- les installations de production d'eau brute, d'eau filtrée et d'eau déminéralisée destinées aux différents ateliers de la plate-forme.

Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi des actions de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans les eaux ;
- Consommation d'eau ;
- Liste des PFAS (article 2 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2	Sans objet
2	Prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 4	Sans objet
3	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.2.4	Sans objet
4	Surveillance RSDE et étude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 31/07/2012, article 2 et 4	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
5	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société IWT respecte les seuils de prélèvement dans l'Oise et a engagé des actions de réduction de sa consommation d'eau liée à son process qui lui permet de diminuer cette dernière de plus de 20 %. Il est proposé d'acter cette réduction par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

Les résultats des analyses des rejets en eau du site de mai à juillet 2023 pour le paramètre diuron montrent une concentration en dessous de la limite de quantification. Cette substance ne sera donc pas intégrée au programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement.

L'exploitant a réalisé une liste de PFAS qu'il pouvait utiliser, produire (y compris par dégradation), traiter ou rejeter pour son établissement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prélèvements et consommations d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Origine des approvisionnements en eau Les prélèvements d'eau dans le milieu (rivière « Oise ») qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 4 050 m <sup>3</sup> /j, débit calculé sur une moyenne mensuelle. La consommation maximale annuelle ne dépasse pas 900 000 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> L'exploitant relève en continu le débit des deux pompes qui alimentent l'eau d'usage courant de la plateforme de Villers Saint Paul (VSP). L'usage courant s'entend par tous les usages excepté les essais d'incendie des différents utilisateurs de la plateforme chimique de VSP pour lesquels il est nécessaire de fournir un débit très important : plus de 1200 m <sup>3</sup> /h (débit maximum des deux premières pompes). Au-delà de cette capacité technique, deux autres pompes, dont l'utilisation est destinée exclusivement aux essais incendie, sont mises automatiquement en fonctionnement à la demande. Les débits des deux dernières pompes destinées aux essais incendie ne sont pas relevés (elles ne sont pas équipées de compteur). Elles se déclenchent uniquement si les deux premières pompes ne suffisent pas à fournir le débit nécessaire. Les prélèvements dans l'Oise pour l'année 2022 ont été de 787 714 m <sup>3</sup> pour l'ensemble des sociétés de la plateforme de VSP (VSPU, DOW, ARKEMA et CHEMOURS) et l'ensemble des établissements extérieurs contigus à la plateforme de VSP c'est à dire les sociétés CMO et RJR. Les débits journaliers sur les deux premières pompes (hors pompes pour les essais incendie) ont été contrôlés par sondage. Aucun dépassement n'a été observé. Après échange avec l'exploitant, et explication du détail du fonctionnement des pompes, il est techniquement possible de dépasser 4050 m <sup>3</sup> /jour sur les premières pompes en cas de demande lors d'un essai incendie. Ainsi il a été suggéré d'identifier ces cas dans le suivi du débit afin de pouvoir indiquer la raison de ce dépassement, ici un exercice incendie qui n'est pas à comptabiliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prélèvements et consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude technico-économique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10 % d'ici à 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la rédaction de l'étude technico-économique n'était pas engagée. La société IWT a rappelé l'organisation de la plateforme : l'exploitant étant un sous-traitant de la société VSPU qui est elle-même une installation classée pour la protection de l'environnement sur la plateforme chimique de Villers-Saint-Paul. Ainsi la société IWT est toujours en attente de la commande de l'entreprise VSPU. En tout état de cause, la société IWT étant administrativement responsable des installations qu'elle exploite, l'étude technico-économique aurait dû être transmise dans les délais prescrits. Ainsi, après échange avec l'exploitant, ce dernier ayant réalisé des actions lui permettant de réduire sensiblement sa consommation d'eau, il s'est engagé en séance à produire à l'inspection une étude technico-économique dans les deux semaines. Cette étude a été envoyée le 24 octobre 2023 par courriel à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. À la demande de l'inspection des installations classées, cette étude a été circonscrite aux prélèvements dédiés aux activités de la société IWT. Elle démontre que l'exploitant a diminué son prélèvement d'environ 22 % entre le mois d'août 2022 et août 2023. La projection de ses prélèvements d'eau sur l'année 2023 suit la même tendance à un peu plus de 20 % d'économie. Cette baisse des prélèvements d'eau résulte des deux actions principales menées sur la gestion de la station d'épuration et la production d'eau décarbonatée. Respectivement, ces actions se concrétisent par l'arrêt des sprinklers servant au cassage des mousses sur le bassin d'aération et la modification des paramètres et l'optimisation des lavages du filtre à sable. Cette baisse est formalisée au sein du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport dans lequel il est prescrit le seuil de prélèvement d'eau pour les besoins des activités de la société IWT.
<b>Type de suites proposées :</b> Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**N° 3 : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement avec les milieux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> La vérification du respect de cette prescription a été reprise afin de s'assurer que l'arrêt d'urgence mis en place lors de la précédente inspection était testé et fonctionnait correctement.  L'arrêt d'urgence est intégré dans la GMAO.  La fréquence de contrôle est trimestrielle.  Le dernier test a été fait le 24 août 2023.  Le bon de travaux ne fait pas état de dysfonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Surveillance RSDE et étude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/07/2012, article 2 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance RSDE et étude technico-économique
<b>Prescription contrôlée :</b> RSDE - Surveillance des rejets de substances dangereuses et étude technico-économique « Surveillance trimestrielle du nickel, du zinc et du chlorure de méthylène. L'exploitant fournit au préfet sous 18 mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique intégrant les substances qui n'ont pas fait l'objet d'une proposition de réduction dans le programme d'actions. »
<b>Constats :</b> Lors des inspections précédentes des 8 novembre 2021 et 9 décembre 2022, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement avait demandé à l'exploitant de se positionner sur l'ensemble des substances dangereuses liées à l'action RSDE listées au sein des articles 32.3 et 32.4 de l'arrêté du 2 février 1998. Dans ce cadre, le diuron présentait un flux supérieur au seuil de 1g/j rendant applicable la valeur limite d'émission en concentration de 25 µg/l fixée au sein de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Ces données dataient de 2013 et 2014. Afin de confirmer ou non la nécessité d'un suivi de cette substance, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réaliser de nouvelles analyses sur 3 mois (à raison d'une mesure par mois). L'exploitant a fait réaliser une analyse par le laboratoire CARSO sur la présence dans ses rejets du paramètre diuron au cours des mois de mai, juin et juillet 2023. Les résultats de ces trois analyses montrent une concentration en dessous de la limite de quantification. Cette substance ne sera donc pas intégrée au programme de surveillance des rejets aqueux de l'établissement. Comme précisé lors des inspections précédentes, le cadre GIDAF va être mis à jour afin de supprimer le paramètre dichlorométhane qui n'est plus généré par l'établissement, et mettre à jour les seuils sur les substances Nickel et Zinc afin d'être en cohérence avec l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation dont les limites sont différentes de celles de l'arrêté préfectoral du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas établi la liste des PFAS demandée au sein de l'arrêté ministériel susvisé. Toutefois, l'exploitant est impliqué dans une démarche proactive de recherche de PFAS en collaboration avec l'ensemble des acteurs industriels de la plateforme chimique de VSP. Ainsi des prélèvements avaient déjà été effectués avant la parution de l'arrêté ministériel susvisé selon une liste de PFAS établie entre les différents acteurs. Toutefois, le jour de l'inspection, la DREAL a rappelé que malgré ce contexte particulier, la liste devait être rédigée par l'exploitant selon la prescription de l'arrêté ministériel. L'exploitant a communiqué par courriel à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement une liste des PFAS pour son établissement le 30 octobre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite